

G8 des Ministres de l'agriculture : face au fléau de la faim, le CCFD-Terre solidaire appelle la communauté internationale à tenir ses engagements.

Un an après les « émeutes de la faim » qui ont ébranlé différentes régions du monde, le CCFD-Terre solidaire attend du G8 agricole qu'il concrétise ses engagements en faveur du soutien à l'agriculture des pays du Sud. Il demande que les discussions autour du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire soient poursuivies.

Tenir les engagements financiers

Seul 10% des 22 milliards de dollars annoncés lors du Sommet de la FAO à Rome en juin 2008 pour faire face à la crise alimentaire ont été décaissés jusqu'à présent. Pour le CCFD-Terre solidaire, les pays du G8, et la France en particulier qui avait annoncé 1 milliard d'euros pour l'agriculture africaine, doivent aujourd'hui tenir leurs engagements.

Soutenir les agricultures familiales, clé de la lutte contre la faim.

Le CCFD-Terre solidaire rappelle que pour lutter durablement contre la faim, les sommes investies doivent avant tout soutenir les agricultures familiales. En effet, celles-ci représentent aujourd'hui 40% de la population mondiale mais faute de soutien public et de protection, des centaines de millions de petits producteurs à travers le monde sont contraints à une logique de survie. Ils constituent plus des deux tiers des affamés de la planète.

Relancer les discussions autour du Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire.

Au-delà des engagements financiers, il est nécessaire de stimuler une action cohérente, durable et efficace pour faire face à l'insécurité alimentaire. C'est l'ensemble des politiques agricoles, commerciales, énergétiques et de coopération qui doivent être révisées. C'est pourquoi, le CCFD-Terre solidaire attend que les pays du G8 poursuivent les discussions autour d'un Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire. Et demande que les organisations de la société civile (organisations de producteurs et ONG) soient véritablement associées à ce processus.

Contact presse : Nathalie Perramon – 01 44 82 80 67 – 06 82 85 28 82
n.perramon@ccfd.asso.fr